

« Facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes: une comparaison entre francophones, anglophones et allophones »

Éric Bélanger, McGill University
Andrea Perrella, Wilfrid Laurier University

Communication présentée au congrès annuel de l'Association canadienne de science politique, Saskatoon, 30 mai-1^{er} juin 2007.

Résumé

Des études récentes ont fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les Québécois issus de l'immigration, particulièrement parmi les jeunes (« génération 101 »). Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique de ces derniers faisait en sorte de les sensibiliser davantage à l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu indifférencié de celui des jeunes francophones. Notre étude, basée sur les données inédites d'un sondage mené par la maison CROP en 2006, suggère de nuancer ces conclusions. Nos résultats indiquent en effet que, malgré la hausse de l'appui à la souveraineté observée ces dernières années chez les jeunes allophones, les facteurs motivant cet appui ne sont pas tout à fait les mêmes que chez les francophones. Les jeunes allophones semblent notamment très sensibles aux valeurs associées au fédéralisme canadien, de même qu'aux conséquences économiques de la souveraineté. En ce sens, leur comportement s'apparente davantage à celui des jeunes anglophones qu'à celui des jeunes francophones. Le contraste entre francophones et allophones apparaît encore plus marqué lorsque l'on examine l'appui à une question référendaire plus « dure » faisant référence à l'accession du Québec au statut de « pays ».

Introduction

L'étendue sans précédent des flux migratoires des dernières décennies parmi les démocraties occidentales n'est pas sans créer des remous au sein des pays hôtes. La hausse de l'immigration transforme petit à petit le tissu social de ces sociétés, entrant parfois en conflit avec les mouvements nationalistes traditionnels (Gibson, 2002; Norris, 2005). La présence accrue d'immigrants force, d'une certaine façon, une redéfinition des rapports culturels et politiques entre la majorité et les minorités (Castles et Miller, 2003; Koopmans et al., 2005; Kymlicka et Norman, 2000).

Le Québec n'a pas échappé à cette mouvance, qui prit notamment la forme d'une croissance graduelle de la population dite « allophone », c'est-à-dire dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais. Cette situation s'est traduite par une tension grandissante entre cette minorité culturelle et le mouvement indépendantiste québécois, porté principalement par la majorité francophone de descendance canadienne-française. Cette tension culmina le soir du 30 octobre 1995 où Jacques Parizeau, le chef du mouvement souverainiste de l'époque, attribua en partie la défaite référendaire de l'option souverainiste au vote présumé massif des minorités ethniques contre ce projet. De ce point de vue, on croyait que les allophones du Québec votaient, et continueraient de voter, en bloc contre l'indépendance politique de la province.

Depuis 1995, des études ont toutefois fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les citoyens issus de l'immigration (Gagné et Langlois, 2002; Lavoie et Serré, 2002) et particulièrement parmi les jeunes issus de cette immigration, ou « génération 101 » (Beaulieu, 2003). Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique des immigrants faisait en sorte de les sensibiliser davantage à

l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu indifférencié de celui de la majorité francophone (e.g. Girard, 2007).

Pourtant, les études existantes n'ont que très peu examiné les facteurs derrière cet appui croissant à la souveraineté chez les allophones, et n'ont pu jusqu'à maintenant établir de comparaison directe entre ces motivations à appuyer la souveraineté et celles observables chez les francophones et les anglophones. Nous proposons de combler en grande partie ces lacunes en comparant les déterminants de l'appui à la souveraineté chez les jeunes francophones, anglophones et allophones, à partir des données inédites d'un sondage effectué en 2006. Ce sondage fut mené auprès de Québécois âgés de 18 à 34 ans, avec un suréchantillonnage des anglophones et allophones, permettant ainsi une comparaison fiable des opinions entre les différents groupes linguistiques. La principale conclusion de notre étude est que le poids des facteurs d'appui à la souveraineté n'est pas tout à fait le même d'un groupe linguistique à l'autre, ce qui soulève certains doutes quant à la supposée « normalisation » du comportement électoral des jeunes allophones du Québec.

Le comportement politique de la « génération 101 »

Dans une analyse du vote allophone conduite sur la base de données de sondages pan-québécois, Gagné et Langlois (2002 : 101-109) concluent que l'appui à la souveraineté du Québec dans ce groupe repose exactement sur les mêmes clivages sociaux que dans le groupe des francophones. À partir des données d'un sondage mené auprès de 1400 citoyens québécois issus de l'immigration de la région montréalaise, Lavoie et Serré (2002) avancent quant à eux que le comportement électoral chez cette

population s'est complexifié au point de devenir « normalisé », passant d'un vote bloc (essentiellement libéral et fédéraliste) à un vote social (c'est-à-dire idéologiquement diversifié). Ces deux études suggèrent que la socialisation des immigrants par la voie de l'apprentissage de la langue française amène ceux-ci à s'identifier plus fortement au Québec (voir aussi Helly et van Schendel, 2001) ainsi qu'à diversifier leurs choix électoraux. Ils deviendraient alors plus favorables au Parti Québécois et à son option constitutionnelle.

L'argument de la normalisation du comportement électoral allophone est développé plus avant par Beaulieu (2003), qui examine cette fois le phénomène chez les jeunes Québécois issus de l'immigration, ou « génération 101 ». L'auteure analyse les résultats d'un sondage fait auprès de 1025 immigrants (de première ou de deuxième génération) âgés entre 18 et 35 ans et ayant fréquenté l'école française pendant au moins deux ans. Elle constate que les répondants ont des opinions généralement positives concernant les conditions politiques, sociales et économiques du Québec. Ils sont d'accord pour dire que le Québec forme une nation distincte du reste du Canada, avec la langue comme différence principale. Ils se considèrent également comme « différents » des Canadiens qui vivent dans les autres provinces. Beaulieu note que les répondants qui sont favorables à la souveraineté du Québec sont insatisfaits du système fédéral et sont ouverts à de nouveaux pourparlers constitutionnels qui viseraient à accorder plus de pouvoirs au Québec. La protection de la langue française semble être étroitement associée à un appui à la souveraineté du Québec chez ces jeunes, qui semblent aussi partager avec le reste des jeunes Québécois de nombreuses valeurs telles la lutte contre la

pauvreté et le racisme, ou encore la promotion de la paix et la protection de l'environnement.

La principale conclusion tirée de ces résultats est que l'intégration sociale et politique des jeunes Québécois issus de l'immigration est largement achevée, et que ce phénomène est surtout attribuable à la fréquentation de l'école française qu'impose aux immigrants la législation linguistique québécoise. La Charte de la langue française du Québec (communément appelée « loi 101 ») est ainsi considérée comme un instrument-clé de la socialisation des jeunes allophones, permettant de les intégrer à la culture majoritaire même si leur langue première n'est pas nécessairement le français. Par l'apprentissage de cette langue publique commune assez tôt durant leur éducation, les jeunes allophones deviendraient ainsi sensibilisés au « fait français » et à la question nationale, et plus sympathiques que leurs parents au projet souverainiste. Cette intégration culturelle réussie ferait en sorte que les allophones adopteraient un comportement politique à toutes fins pratiques indifférencié de celui des francophones.

L'étude de Beaulieu est pionnière, en ce sens qu'elle offre un examen à la fois inédit et éclairant des attitudes politiques des jeunes Québécois issus de l'immigration. Une lacune importante de cette étude tient cependant au fait qu'elle s'appuie sur des données limitées à la population allophone (ou immigrante) seulement, empêchant toute comparaison directe avec les attitudes et le comportement des autres groupes linguistiques québécois. Cette limite est d'ailleurs partagée par certaines des études qui s'attardent à la population immigrante de tous âges (Labelle et Salée, 2001; Lavoie et Serré, 2002). Une autre faiblesse de l'étude de Beaulieu est qu'elle n'offre pas d'analyse multivariée, l'auteure ne faisant que rapporter les fréquences de réponses aux questions

de son sondage. Une telle approche permet certes de brosser un portrait d'ensemble assez complet de l'état de l'opinion chez les jeunes issus de l'immigration, mais ne permet pas de dire si ces diverses attitudes sont toutes significativement liées à un appui à la souveraineté, ni de conclure quoi que ce soit quant au poids relatif de ces déterminants dans l'intention de vote référendaire de ces jeunes.

Or, il existe certaines raisons de penser que le poids relatif de ces facteurs dans le choix constitutionnel des jeunes Québécois puisse être différent d'un groupe linguistique à l'autre. D'abord, dans l'étude même de Beaulieu (2003 : 263), les jeunes issus de l'immigration s'identifient davantage comme « Canadiens » ou « Montréalais » que comme « Québécois », et cette identité semble fortement liée à leur appui ou non à la souveraineté (voir aussi Meintel, 1993, 2000). Il est raisonnable d'anticiper que, tant dans la jeune communauté francophone que celle anglophone, cette ventilation des identités n'est pas la même et affecte sans doute différemment l'intention de vote référendaire.

Ensuite, une série d'entrevues menées par Labelle et Salée (2001) indique que les immigrants québécois semblent accorder beaucoup d'importance à leur attachement au Canada, qui est vu comme leur véritable société hôte, ainsi qu'aux conséquences économiques de la souveraineté quand vient le temps d'exprimer leur opinion à l'endroit du projet souverainiste. Encore une fois ici, aucune comparaison n'est possible avec la population non-immigrante, mais il est fort probable que la situation ne soit pas tout à fait la même pour cette dernière, que l'on parle de francophones ou d'anglophones.

Enfin, certains travaux (e.g. Juteau et McAndrew, 1992; Piché, 2004) suggèrent que l'intégration des immigrants à la société québécoise, et donc la normalisation de leurs

attitudes et opinions, ne tient pas seulement à la langue d'usage mais repose tout autant (sinon plus) sur des facteurs économiques, sociaux et politiques divers. Cela suggère que le seul fait, pour les immigrants (ou allophones), d'être éduqués en langue française est probablement insuffisant à les intégrer culturellement à la majorité francophone non-immigrante et à les faire adhérer, à un degré similaire, aux volontés d'émancipation politique de celle-ci. Des facteurs autres que l'apprentissage (et l'usage) de la langue publique commune, tels que l'intégration économique des immigrants, le degré d'ouverture perçue de la société d'accueil – tant québécoise que canadienne – et les efforts de persuasion politique, font sans doute en sorte de structurer leur appui, ou leur absence d'appui, au projet souverainiste.

Pour éclairer ces questions, nous proposons une étude empirique plus en profondeur des facteurs d'appui à la souveraineté chez les jeunes francophones, anglophones et allophones du Québec. La prochaine section présente en détail les données de sondage utilisées, de même que les variables et indicateurs qui en sont tirés afin d'étudier les déterminants de l'appui à la souveraineté chez les jeunes Québécois.

L'étude

Les données

Notre étude utilise les données d'un sondage mené par la firme montréalaise CROP pour le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC). Les résultats du sondage reposent sur 1212 entrevues téléphoniques effectuées au Québec du 13 février au 6 mars 2006. Les répondants ont été choisis aléatoirement parmi les personnes âgées

de 18 à 34 ans résidant dans les ménages faisant partie de l'échantillon et aptes à compléter une entrevue en français ou en anglais.

L'objectif du sondage était d'obtenir des données permettant de brosser un portrait de trois groupes linguistiques, soit des jeunes de langue maternelle française, anglaise et autre. Pour y arriver, CROP a constitué trois échantillons probabilistes stratifiés visant à obtenir 400 répondants dans chacun des trois groupes linguistiques.¹ La collecte des données a permis d'obtenir la collaboration de 456 jeunes francophones, 378 anglophones et 378 allophones. D'un point de vue statistique, chaque échantillon d'environ 400 répondants est précis à 5 points près, 19 fois sur 20. Les résultats basés sur l'ensemble des 1212 répondants comportent une marge d'erreur estimée à 3%.

Lors de leur compilation, les résultats de chaque échantillon furent pondérés sur la base des statistiques du recensement de 2001. La pondération de chaque groupe linguistique tient compte, en plus de la langue maternelle, de l'âge (18-24 ans; 25-34 ans), du sexe et de la région de provenance (Montréal RMR; reste du Québec) des répondants. Il est donc à noter que toutes les analyses présentées dans la présente étude utilisent nécessairement les données pondérées.

La méthode

Nous proposons un examen des facteurs d'appui à la souveraineté du Québec chez les jeunes. Notre variable dépendante est mesurée de deux manières différentes. Une première mesure est l'appui à la « souveraineté-partenariat », telle qu'elle fut proposée à la population du Québec lors du référendum d'octobre 1995. Dans ce cas, l'appui à la souveraineté est opérationnalisé à l'aide de la question suivante : « Si un référendum

avait lieu aujourd'hui sur la même question que celle qui a été posée lors du dernier référendum de 1995, c'est-à-dire sur la souveraineté accompagnée d'une offre de partenariat au reste du Canada, voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON? ». Une question de relance (« Même si vous n'avez peut-être pas encore fait votre choix, s'il y avait un référendum aujourd'hui sur cette question, seriez-vous tenté(e) de voter pour le OUI ou pour le NON? ») permet de cerner l'inclination de la plupart des répondants discrets. Une fois les réponses à la question de relance codées avec celles de la question initiale, un appui de 54,4% à la souveraineté-partenariat est mesuré pour l'ensemble des répondants du sondage.

Notre deuxième opérationnalisation de l'appui à la souveraineté repose sur une question qui fait référence aux termes plus « durs » employés par le Parti Québécois (2005) dans la plus récente mouture de son programme et qui se lit comme suit : « Si un référendum avait lieu aujourd'hui sur la question suivante « voulez-vous que le Québec accède au statut de pays? », voteriez-vous OUI ou voteriez-vous NON? ». Dans son programme de 2005, le PQ proposait en effet l'abandon de l'idée d'un partenariat politique et économique avec le reste du Canada pour un objectif plus près de l'indépendance pure, à savoir « l'accession du Québec au statut de pays » (Parti Québécois, 2005 : 16). La deuxième question posée par CROP permet donc de mesurer l'appui à une version plus radicale de l'option péquiste. L'appui à cette question plus « dure », incluant les réponses à la question de relance, est de 51,4% pour l'ensemble des jeunes sondés, soit légèrement inférieur à l'appui de ces mêmes jeunes envers la souveraineté-partenariat.

Puisque les deux versions de notre variable dépendante sont codées de manière dichotomique (OUI ou NON), la méthode d'analyse de régression multivariée des données qui est utilisée dans cette étude est donc la régression logistique (Menard, 2002). Cette méthode permet de mesurer l'effet des variables indépendantes sur la probabilité d'observer un phénomène (ou pas), en l'occurrence la probabilité d'observer un appui (ou non) à la souveraineté du Québec chez un répondant au sondage. Les coefficients de régression logistique sont convertis en probabilités à l'aide du programme *Clarify* (Tomz, Wittenberg et King, 2003) afin d'en faciliter l'interprétation.

Ces analyses de régression multivariée visent à clarifier les motivations derrière l'appui à la souveraineté dans trois groupes linguistiques : francophones, anglophones et allophones. La variable utilisée pour distinguer ces trois groupes est la langue maternelle. Par conséquent, dans cette étude, nous définissons les allophones comme des jeunes Québécois dont la première langue apprise et encore comprise n'est ni le français ni l'anglais. Cette approche est différente de celle utilisée par Beaulieu (2003), qui a plutôt échantillonné la jeune population immigrante de la région de Montréal, peu importe sa langue maternelle. Comme nous l'avons mentionné plus haut, une telle approche offre des avantages importants, mais a comme principaux inconvénients d'être coûteuse et, surtout, d'empêcher toute comparaison directe avec d'autres groupes de la société québécoise, notamment la population francophone (dite « de souche ») et la communauté anglophone. Un moyen moins coûteux, et qui permet tout de même des comparaisons entre les groupes, est d'utiliser la langue maternelle comme critère discriminant au moment de la collecte des données. Procédant de la même manière que nous, Gagné et Langlois (2002 : 104) concluent d'ailleurs que « La langue maternelle

peut (...) être considérée comme un indicateur valable, bien qu'imparfait, du statut d'immigrant. »

Malgré cette limite inhérente à la cueillette de nos données, il nous est tout de même possible de contrôler en partie pour le statut d'immigrant des répondants à notre sondage. On a demandé à ces derniers de nous dire s'ils étaient nés au Canada, puis si leurs parents étaient nés au Canada ou à l'extérieur du Canada. Nous considérons un répondant qui est né au Canada et dont les parents sont tous les deux nés aussi au Canada, comme étant un non-immigrant (75% de l'échantillon total pondéré). Tous les autres répondants (25%) sont considérés comme faisant partie de la population immigrante du Québec. Selon cet indicateur, lui aussi imparfait car il ne permet pas de dire si ces jeunes immigrants ont bel et bien fréquenté l'école française ou pas, la presque totalité des répondants allophones seraient immigrants (seulement cinq ne le seraient pas), environ 60% des répondants anglophones le seraient, et 16% des francophones le seraient aussi. Cette variable est ajoutée à nos analyses à titre de contrôle, afin de vérifier si le statut d'immigrant fait une différence dans le niveau d'appui à la souveraineté à l'intérieur de chaque groupe linguistique.

Une comparaison préliminaire entre les groupes est déjà possible, en regardant les résultats présentés au Tableau 1. On constate d'abord que les jeunes de 18 à 34 ans sont plus fortement en faveur de la souveraineté que l'ensemble de la population québécoise, et ce par environ 10 points de pourcentage peu importe la question utilisée (souveraineté-partenariat ou statut de pays). On observe ensuite que cet appui majoritaire des jeunes est surtout concentré chez les francophones. Les jeunes anglophones sont très peu favorables aux deux options (9 à 14 points seulement). Quant aux jeunes allophones, ils

se trouvent à mi-chemin entre anglophones et francophones (29-30 points). Soulignons enfin que l'appui ne fléchit que très légèrement quand on utilise la question plus dure de l'accession au statut de pays, à la limite de la marge d'erreur du sondage. Cela ne signifie pas pour autant que les facteurs de motivations jouent de manière identique dans l'appui aux deux options, ni dans chacun des trois groupes linguistiques. C'est ce que notre analyse s'efforce d'examiner plus en profondeur dans les pages qui suivent.

[TABLEAU 1 ICI]

Les facteurs d'appui à la souveraineté

Les variables indépendantes examinées dans cette étude visent toutes à mesurer des facteurs potentiels d'appui à la souveraineté du Québec (avec ou sans partenariat), afin de comparer les motivations à appuyer cette dernière dans chacun des groupes linguistiques identifiés plus haut. La sélection des variables a dû être faite sur la base des questions qui étaient disponibles dans le questionnaire du sondage CROP. Malgré cette limite évidente, nous avons pris soin de sélectionner des facteurs qui pouvaient aisément être rattachés à ce que nous identifions comme étant les trois principaux modèles théoriques d'explication de l'appui à la souveraineté : le modèle sociologique, le modèle de la socialisation et le modèle des coûts-bénéfices.

Le modèle sociologique propose une explication centrée sur les caractéristiques socio-économiques des individus. Selon ce modèle, certaines franges de la population québécoise sont plus susceptibles que d'autres d'appuyer le projet souverainiste. Les travaux de Gagné et Langlois (2002) identifient ces groupes socio-économiques comme étant principalement : les moins de 55 ans, les francophones, les travailleurs et les

étudiants, et les individus à revenu élevé.² La situation socio-économique de ces personnes ferait en sorte qu'elles seraient davantage capables de se projeter positivement dans l'avenir, et d'ainsi être plus confiantes devant les risques potentiels associés au projet souverainiste. En d'autres termes, ce seraient des classes qui, en raison de leur condition sociale, peuvent se permettre d'envisager favorablement un changement politique important comme la souveraineté. Pour vérifier l'impact des facteurs sociologiques sur l'appui à la souveraineté dans notre propre étude, nous avons inclus à l'analyse les variables suivantes : l'âge, le sexe, le niveau d'éducation, le revenu et l'occupation professionnelle. Ces cinq déterminants s'ajoutent à ceux de la langue et du statut d'immigré tels que discutés dans la sous-section précédente.

Le modèle de la socialisation met plutôt l'accent sur les facteurs associés à l'identité politique et aux valeurs des individus. Selon cette école, le passage d'une identité nationale canadienne-française à une identité québécoise est un facteur crucial pour expliquer la montée du sentiment souverainiste au Québec au cours des dernières décennies (Pinard, 1997 ; Howe, 1998 ; Mendelsohn, 2003). De même, un attachement plus grand au Québec et une érosion de l'attachement au Canada constituent des variables importantes d'explication de l'appui de masse au projet souverainiste (Pinard et Hamilton, 1986 ; Mendelsohn, 2002). L'étude de Piroth (2004) souligne quant à elle l'importance des valeurs dans l'explication de l'appui à la souveraineté, particulièrement celles dites post-matérialistes chez les jeunes générations du Québec. Ces déterminants, qui touchent aux motivations plus émotives derrière l'appui au projet souverainiste, ont le mérite de mettre en lumière le rôle de la socialisation politique et de la mobilisation du soutien par les élites nationalistes québécoises (Lachapelle, 1998 ; Clarke, Kornberg et

Stewart, 2004). Notre étude teste l'impact de ces facteurs par le biais de six variables indépendantes : la force de l'identité québécoise, le degré d'attachement au Québec puis au Canada, la valorisation de l'environnement et de la liberté, et la confiance en autrui.

Un dernier modèle met l'accent sur les coûts et les bénéfices associés à la souveraineté du Québec comme facteurs explicatifs de l'appui à cette dernière (Blais, Martin et Nadeau, 1995 ; Martin et Nadeau, 2002 ; Mendelsohn, 2003 ; Nadeau et Fleury, 1995 ; Nadeau, Martin et Blais, 1999). Selon cette approche, les individus pèsent le pour et le contre du projet souverainiste, en comparant les bénéfices potentiels qu'apporterait la souveraineté aux coûts engendrés par un tel changement de statut politique. C'est donc l'aspect plus rationnel de l'appui à la souveraineté qui est mis en évidence par cette école.³ D'après ces auteurs, les calculs sont essentiellement prospectifs et se rapportent surtout aux bénéfices de la souveraineté pour le bien-être collectif du Québec, tant au plan économique que culturel, par opposition au bien-être personnel des individus. Quatre variables sont mises à profit dans notre étude pour mesurer l'effet potentiel de telles motivations : l'opinion quant à la situation économique et quant à la protection de la langue française dans un Québec souverain, l'opinion selon laquelle le fédéralisme canadien est avantageux pour le Québec, et l'opinion selon laquelle le fédéralisme permet de protéger les intérêts du Québec.

Les trois modèles d'explication résumés ci-haut sont testés conjointement à l'intérieur de nos analyses d'opinion. La section suivante présente les principaux résultats de ces analyses.

Résultats

Le Tableau 2 présente les résultats de régressions logistiques liés aux déterminants de l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes Québécois. Une analyse de régression a été effectuée séparément pour chacun des trois groupes linguistiques (colonnes 2, 3 et 4) et les résultats d'une analyse effectuée pour l'ensemble des répondants au sondage sont présentés dans la première colonne du tableau aux simples fins de comparaison.⁴

[TABLEAU 2 ICI]

Ces premiers résultats indiquent d'abord que le modèle sociologique est d'une utilité limitée pour expliquer l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes. Les variables socio-démographiques n'exercent aucune influence statistiquement significative sur l'intention de vote référendaire des jeunes en général. On constate tout de même que chez les anglophones, l'occupation joue un certain rôle : comparativement aux autres catégories d'occupation, les jeunes professionnels, les sans emploi et les étudiants appuient moins fortement la souveraineté-partenariat. Parmi les jeunes allophones, ceux qui restent à la maison appuient plus fortement l'option péquiste que les autres. Toujours chez les allophones, il semble qu'il y ait une différence significative dans l'appui à la souveraineté-partenariat entre les 18-24 ans et les 25-34 ans : ces derniers seraient moins enclins à voter Oui dans un référendum, ce qui suggère que la tendance des jeunes à devenir moins souverainiste en vieillissant serait nettement plus marquée chez les allophones que chez les deux autres groupes linguistiques. Mais hormis ce résultat, il faut conclure qu'au niveau des déterminants sociologiques de l'appui à la souveraineté-partenariat, les allophones apparaissent très peu différents de la majorité francophone.

Un mot sur la variable d'immigrant. D'abord, l'effet significatif de cette dernière chez les jeunes anglophones indique que ceux, parmi eux, qui sont nés au Canada et dont les parents sont eux aussi nés au Canada apparaissent nettement plus favorables à l'option souverainiste que ceux qui sont issus de l'immigration. Ensuite, l'absence d'effet de la variable d'immigrant chez le groupe des francophones suggère qu'il n'y a pas de distinction notable entre le niveau d'appui à la souveraineté-partenariat entre les jeunes francophones non-immigrants et les jeunes immigrants dont la langue maternelle est le français. Ces derniers sont légèrement moins favorables à la souveraineté (signe négatif du coefficient associé à la variable d'immigrant) mais cette différence n'est pas statistiquement significative. Cette absence de différence est-elle due au fait que les deux groupes partagent au départ la même langue maternelle, ou est-elle attribuable à la fréquentation de l'école française en sol québécois? Il est difficile de répondre à cette question car on ne sait pas avec certitude si les immigrants de notre échantillon ont tous fréquenté l'école française, peu importe leur langue maternelle.

Les variables associées au modèle de la socialisation semblent avoir un poids plus important dans la décision des jeunes Québécois d'appuyer ou non l'option souverainiste. La variable d'attachement au Canada apparaît d'une importance équivalente dans chacun des trois groupes, mais sa signification statistique est plus forte chez les anglophones et les allophones. La variable d'attachement au Québec, pour sa part, semble surtout jouer chez les francophones. La variable d'identité, quant à elle, a un effet particulier, tel que l'illustre le Graphique 1. L'identité joue un rôle très faible chez les allophones (augmentation non significative de 12 points de pourcentage dans la probabilité de voter Oui) et très fort chez les francophones (augmentation de 54 points). L'identité a un

impact plus accentué encore chez les anglophones, mais seulement à une extrême de l'échelle : un jeune anglophone s'identifiant surtout comme Canadien, ou également comme Canadien et Québécois, voit sa probabilité d'appuyer la souveraineté-partenariat demeurer presque nulle (une augmentation de 4 points seulement). C'est seulement lorsqu'un répondant anglophone dit s'identifier d'abord, ou seulement, comme Québécois que sa probabilité de voter Oui augmente fortement (par 60 points).

[GRAPHIQUE 1 ICI]

C'est donc dire qu'au niveau des déterminants de socialisation, des différences marquées apparaissent entre les groupes linguistiques. Contrairement aux francophones, il semble que pour les jeunes allophones l'identité et l'attachement au Québec ne constituent pas des motivations particulièrement importantes pour appuyer le projet souverainiste. Il semble que ce soit plutôt l'attachement au Canada qui joue un rôle prépondérant dans leur opinion, comme c'est le cas chez les jeunes anglophones. Notons enfin que les variables de valeurs incluses dans nos régressions ne constituent pas des déterminants significatifs de l'appui à la souveraineté-partenariat chez les jeunes Québécois, à la seule exception de l'indicateur de confiance en autrui, qui affecte significativement cet appui (à la baisse) chez les anglophones. Ce résultat peut paraître surprenant, mais tient peut-être au fait que le capital social est généralement associé positivement au soutien à l'endroit du régime politique en place (e.g. Pharr et Putnam, 2000), régime que le projet souverainiste vise précisément à modifier.

Les déterminants de type « coûts-bénéfices » inclus dans nos analyses multivariées se révèlent avoir, eux aussi, un poids significatif et très important dans l'intention de vote référendaire des jeunes. Estimer que dans un Québec souverain,

l'économie serait meilleure et la langue française mieux protégée affecte à la hausse l'appui à la souveraineté. À l'inverse, être d'avis que le fédéralisme canadien protège bien les intérêts du Québec et que ce régime comporte plus d'avantages que de désavantages pour le Québec diminue considérablement cet appui.

Ces facteurs ont cependant des effets différents dépendamment du groupe linguistique. Francophones et allophones affichent des motivations similaires à appuyer la souveraineté en ce sens que le poids des considérations économiques et linguistiques est à peu près semblable dans les deux groupes. Le Graphique 2a montre cependant que l'effet de la variable de protection de la langue française est légèrement différent dans le cas des allophones. Il semble que, pour que cette variable ait un véritable effet sur l'appui à la souveraineté chez les allophones, il faille que ces derniers soient tout à fait d'accord avec ce point de vue; alors que le graphique indique que chez les francophones, l'effet de cette même variable est plutôt linéaire. Quoi qu'il en soit, les deux groupes se distinguent nettement des anglophones, pour qui la variable de protection de la langue française n'a aucun effet. Et c'est la situation inverse que l'on constate à propos de la variable de perception économique : son poids apparaît plus lourd chez les anglophones comparativement aux deux autres groupes linguistiques. Ceci dit, il faut noter que l'opinion des allophones concernant la situation économique dans un Québec souverain s'approche davantage de celle retrouvée chez les anglophones : une majorité d'allophones (53%) et d'anglophones (72%) croit que la situation économique serait pire qu'elle ne l'est actuellement, alors que seulement 29% des jeunes francophones partagent cette opinion.

[GRAPHIQUES 2a ET 2b ICI]

Le Graphique 2b illustre l'effet de la variable de protection des intérêts du Québec par le gouvernement fédéral canadien sur la probabilité de voter Oui. On peut y observer que cet effet est nettement plus accentué pour les jeunes allophones (diminution de 52 points dans l'appui) que pour les francophones (pour ces derniers, l'effet de -16 points n'est d'ailleurs pas statistiquement significatif). De plus, les deux groupes diffèrent dans leur opinion sur cette question : la moitié des jeunes francophones sont d'avis que les intérêts du Québec sont mal ou très mal protégés au sein du Canada, alors que moins du quart des allophones (23%) et des anglophones (18%) ont cette même opinion. Une autre différence entre allophones et francophones tient à la question des avantages du fédéralisme pour le Québec : celle-ci semble jouer un rôle important dans l'intention de vote référendaire des francophones, mais pas dans celle des deux autres groupes linguistiques. Au total, les facteurs associés au modèle des coûts-bénéfices révèlent donc à la fois des similarités et des différences dans les motivations des francophones et des allophones à appuyer le projet de souveraineté-partenariat. Comme les francophones, les allophones semblent répondre aux considérations économiques et linguistiques, mais semblent accorder plus d'importance qu'eux à la protection des intérêts du Québec par le fédéralisme canadien.

Qu'en est-il de l'appui des jeunes à l'accession du Québec au statut de pays? Le Tableau 3 présente les résultats de nos analyses multivariées menées avec cette deuxième variable dépendante. En général, on constate que l'effet des différentes variables est plus fort dans ces analyses-ci. Cela n'est pas entièrement surprenant, dans la mesure où la variable dépendante utilisée ici réfère à une option constitutionnelle plus radicale que la souveraineté-partenariat. On devrait donc s'attendre à ce que la formation d'une opinion

à son endroit soit plus complexe et à ce que les diverses considérations – notamment celles plus émotives associées au modèle de la socialisation – y pèsent plus lourd.

[TABLEAU 3 ICI]

L'effet des variables sociologiques sur la probabilité d'appuyer l'accèsion au statut de pays est sensiblement le même, bien que l'on constate cette fois l'apparition d'un « gender gap » et d'un « income gap ». En effet, les jeunes femmes francophones sont significativement moins favorables au pays (par 20 points), et les jeunes allophones à revenu plus élevé le sont significativement moins eux aussi (par 25 points). Le sexe ne joue pas chez les allophones, et le revenu n'a pas d'effet chez les francophones. Ces deux écarts sont statistiquement significatifs chez les anglophones mais résultent en des effets minimes puisque l'appui de ce groupe au statut de pays est extrêmement faible dans l'ensemble (Tableau 1). Concernant la variable d'immigrant, notons que son effet est sensiblement le même qu'avec la souveraineté-partenariat. La variable a ici un impact significatif chez les allophones, mais on ne devrait pas accorder trop d'importance à cet effet compte tenu que seulement cinq répondants allophones ne se conforment pas à notre définition d'un immigrant, comme mentionné dans la section précédente. Il semble donc qu'au total, les allophones et les francophones se différencient un peu plus que précédemment en ce qui a trait aux déterminants sociologiques de leur intention de vote référendaire sur une question plus « dure ».

Les facteurs liés à la socialisation politique sont ceux qui semblent exercer le plus de poids dans le choix d'appuyer ou non l'accèsion du Québec au statut de pays. Les variables d'identité et d'attachement affichent un impact plus fort que dans les analyses limitées à la souveraineté-partenariat, surtout chez les francophones et allophones. Le

facteur identitaire a maintenant un effet significatif dans le choix des jeunes allophones, mais cet effet demeure légèrement plus faible que chez les jeunes francophones. La polarisation paraît encore plus grande entre ces deux groupes linguistiques lorsque l'on s'attarde à l'impact des variables d'attachement. Comme le montrent les Graphiques 3a et 3b, chez les francophones, les deux facteurs d'attachement ont un effet inversé très similaire (+46 points pour l'attachement au Québec et -42 points pour celui au Canada). La situation est très différente chez les allophones, pour qui le poids de l'attachement au Canada s'avère être environ cinq fois celui de l'attachement au Québec dans leur décision d'appuyer l'accession au statut de pays (respectivement -83 points et +16 points). Comme l'illustre clairement le Graphique 3b, un allophone pas du tout attaché au Canada a une probabilité (.86) aussi élevée de voter Oui qu'un francophone partageant le même sentiment, alors que sa probabilité de voter Oui tombe au niveau de celle d'un anglophone (.03) à mesure qu'il devient plus fortement attaché au Canada.

[GRAPHIQUES 3a ET 3b ICI]

Une autre différence entre ces deux groupes linguistiques tient à la protection de l'environnement comme valeur motivant l'appui au pays. Cette valeur de type post-matérialiste ne joue aucun rôle significatif dans l'opinion des jeunes francophones, mais occupe un certain poids dans celle des anglophones et des allophones. Comme on peut le constater, les facteurs liés à la socialisation révèlent dans l'ensemble des différences plus marquées entre francophones et allophones, et des similarités plus évidentes entre allophones et anglophones en termes de leurs motivations à appuyer une version plus radicale de l'option péquiste.

L'analyse de l'appui des jeunes à l'accession du Québec au statut de pays révèle également un rôle plus important des perceptions économiques dans la formation des opinions. Parmi les facteurs associés à une explication de type coûts-bénéfices, l'économie se démarque des autres variables de manière plus frappante ici que dans nos précédentes analyses qui portaient sur l'appui à la souveraineté-partenariat. L'effet des perceptions économiques sur les deux options constitutionnelles, pour chacun des trois groupes linguistiques, est présenté au Graphique 4. L'influence de la situation économique anticipée d'un Québec souverain dans le choix d'appuyer la version plus « dure » de l'option paraît légèrement plus importante chez les allophones que chez les francophones. L'effet de l'économie est surtout différent en ce sens que, pour les francophones, il paraît suffisant de passer d'une perception négative à une perception neutre pour que l'appui aux deux options augmente substantiellement (les courbes du Graphique 4 pour les francophones sont convexes). Par contraste, tant chez les allophones que les anglophones, c'est le passage d'une perception neutre à une perception positive qui semble davantage faire bouger l'intention de vote (les courbes sont concaves). Cela dit, on observe que, dans sa propension à appuyer le statut de pays, un allophone qui est convaincu que l'économie serait meilleure dans un Québec souverain (probabilité de .76 de voter Oui) rejoint presque un répondant francophone dont l'opinion est la même (probabilité de .92).

[GRAPHIQUE 4 ICI]

Par ailleurs, les allophones se démarquent toujours par l'importance qu'ils semblent accorder à la protection des intérêts du Québec au sein du fédéralisme canadien dans leur choix d'appuyer ou non l'accession au statut de pays. Enfin, les autres

considérations de coûts-bénéfices paraissent ici moins importantes qu'elles ne l'étaient dans l'explication de l'appui à la souveraineté-partenariat.

Conclusions

Récemment, des études ont fait état d'une progression notable de l'option souverainiste chez les citoyens issus de l'immigration, et particulièrement chez les jeunes allophones ou « génération 101 ». Ces résultats ont amené certains à conclure que l'intégration linguistique des jeunes Québécois issus de l'immigration faisait en sorte de les sensibiliser davantage à l'option souverainiste et que leur comportement électoral était maintenant devenu indifférencié de celui des jeunes francophones.

Nos résultats indiquent toutefois que, malgré la hausse de l'appui à la souveraineté observée ces dernières années chez les jeunes allophones, les facteurs motivant cet appui ne sont pas tout à fait les mêmes que chez les francophones. Alors que les jeunes allophones, comme les francophones, semblent accorder beaucoup d'importance à la protection de la langue française lorsque vient le temps d'exprimer une intention de vote référendaire, ils semblent plus sensibles que les jeunes francophones aux valeurs associées au fédéralisme canadien, de même qu'aux conséquences économiques de la souveraineté. Contrairement à ce que l'on peut observer chez les francophones, l'identité comme Canadien ou Québécois et l'attachement au Québec n'ont qu'un impact très faible sur l'appui des allophones au projet souverainiste. En revanche, l'attachement au Canada semble peser beaucoup plus lourd dans leur décision que dans celle des jeunes francophones. En ce sens, le comportement des allophones s'apparente davantage à celui des anglophones. Le contraste entre francophones et allophones

apparaît d'ailleurs encore plus marqué lorsque l'on examine l'appui à une question référendaire plus « dure » faisant référence à l'accession du Québec au statut de pays. Cette question fait même ressortir un « gender gap » chez les jeunes francophones et un « income gap » chez les jeunes allophones.

Cet examen détaillé des déterminants derrière l'appui des jeunes Québécois à la souveraineté offre un portrait plus nuancé de la question que celui présenté par les études précédentes. Le portrait dépeint ici ne permet pas de conclure à une normalisation complète du comportement électoral des jeunes allophones du Québec. Au contraire, il indique que, malgré les progrès de l'option souverainiste réalisés auprès de ces jeunes, ces derniers n'affichent pas les mêmes motivations à appuyer la souveraineté que les francophones. L'intégration à la société et à la culture québécoises des jeunes de langue maternelle autre que le français ou l'anglais ne semble pas empêcher ceux-ci d'accorder un poids très important à leur attachement au Canada et à la protection des intérêts du Québec au sein de la fédération canadienne dans leur choix constitutionnel.

Ces résultats suggèrent que le rôle de la loi 101 comme facteur d'intégration culturelle a peut-être été exagéré par les auteurs s'étant précédemment penchés sur la question du « vote immigrant » au Québec. Il semble bien que les jeunes allophones, tout en partageant la culture publique commune du Québec, demandent malgré tout à être mobilisés et, surtout, à être persuadés des bienfaits de la souveraineté politique. Le simple fait, pour les jeunes allophones, de développer une identification et un attachement au Québec par le biais de la fréquentation de l'école française ne semble pas suffire à les sensibiliser ou même à les convertir durablement à la cause souverainiste.

Tableau 1 : Niveau d'appui à la souveraineté chez les jeunes, par groupe linguistique (en pourcentage)

	Appui à la souveraineté- partenariat	Appui au statut de pays pour le Québec
Québec*	44	39
Jeunes	54	51
Jeunes francophones	62	59
Jeunes anglophones	14	9
Jeunes allophones	29	30

* Source : CROP-Express, février 2006

Tableau 2: Effet combiné des facteurs sociologiques, de socialisation et de coûts-bénéfices sur l'appui à la « souveraineté-partenariat »

	<i>Répondants</i>			
	Tous	Francophones	Anglophones	Allophones
Modèle sociologique				
Âge (25-34 ans)	-0.044 (0.405)	0.104 (0.482)	0.307 (0.913)	-1.087* (0.613)
Femme	-0.476 (0.333)	-0.399 (0.415)	-0.273 (0.650)	-0.481 (0.471)
Éducation	-0.353 (0.829)	-0.555 (0.994)	-1.849 (2.439)	0.226 (0.997)
Revenu	-0.719 (0.570)	-0.894 (0.683)	-1.405 (0.990)	-0.298 (1.038)
Occupation:				
Travail à temps plein	0.143 (0.542)	0.087 (0.628)	-2.206* (1.294)	1.296 (1.074)
Au chômage	0.481 (0.823)	0.411 (0.946)	-4.065* (2.435)	2.260 (1.475)
Étudiant	0.616 (0.689)	0.894 (0.894)	-3.312* (1.784)	0.869 (1.045)
À la maison	0.749 (0.826)	0.378 (0.909)		3.793** (1.565)
Langue maternelle:				
Anglophone	-0.259 (0.485)			
Allophone	0.459 (0.623)			
Immigrant	-0.469 (0.525)	-0.479 (0.630)	-2.134** (0.985)	-2.270 (1.663)
Modèle de socialisation				
Identité	1.326*** (0.373)	1.428*** (0.481)	4.219** (1.696)	0.381 (0.482)
Attachement au Québec	2.005** (0.866)	2.372 (1.137)	-0.251 (1.545)	1.109 (0.979)
Attachement au Canada	-2.984*** (0.782)	-3.003 (1.017)	-2.790* (1.503)	-3.003** (1.411)
Valeurs:				
Environnement	0.053 (0.561)	-0.337 (0.681)	3.794 (2.508)	1.716 (1.054)
Liberté	-0.129 (0.569)	-0.122 (0.686)	-1.586 (1.894)	-0.878 (0.940)

Confiance en autrui	-0.340 (0.387)	-0.343 (0.479)	-1.550** (0.732)	0.417 (0.510)
Modèle des coûts-bénéfices				
Économie	1.452*** (0.308)	1.553*** (0.386)	3.208*** (0.941)	1.402*** (0.367)
Langue française	2.043*** (0.761)	1.980** (0.897)	0.526 (1.144)	2.582* (1.395)
Fédéralisme avantageux	-1.773** (0.868)	-2.400** (1.091)	3.488 (2.724)	-0.063 (1.021)
Féd. protège les intérêts	-1.113* (0.583)	-0.968 (0.699)	-1.300 (2.202)	-3.043*** (0.969)
Constante	0.892 (1.572)	1.319 (2.062)	1.856 (3.215)	-0.333 (2.007)
<i>Pseudo R-carré</i>	0.5782	0.5718	0.6550	0.4220
<i>N</i>	804	344	232	220

Note : Les chiffres du tableau sont des coefficients de régression logistique avec les erreurs-types entre parenthèses

*p < 0.10.; **p < 0.05; ***p < .01

Tableau 3: Effet combiné des facteurs sociologiques, de socialisation et de coûts-bénéfices sur l'appui au « statut de pays »

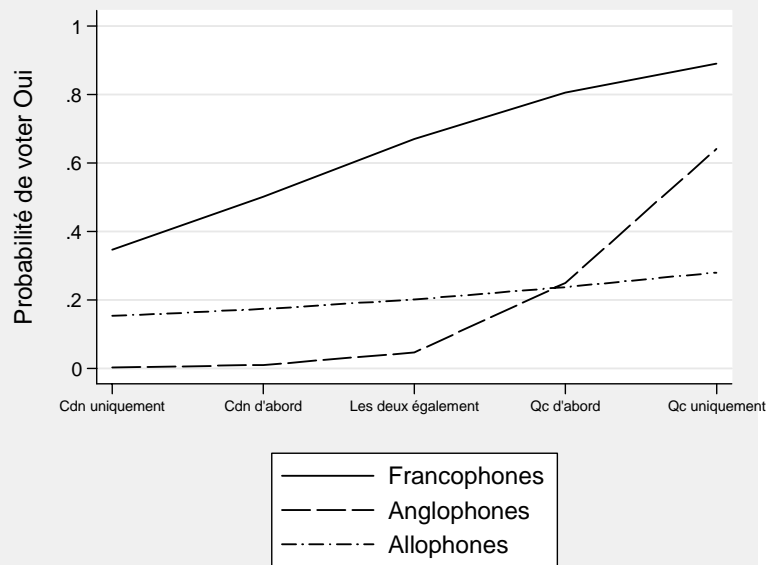
	<i>Répondants</i>			
	Tous	Francophones	Anglophones	Allophones
Modèle sociologique				
Âge (25-34 ans)	-0.315 (0.411)	-0.228 (0.454)	1.081 (4.047)	-0.971 (0.727)
Femme	-0.903** (0.385)	-0.947** (0.451)	-2.396* (1.410)	-0.344 (0.610)
Éducation	0.977 (0.874)	0.966 (0.985)	-6.567 (11.193)	2.327 (1.829)
Revenu	-1.260* (0.691)	-1.244 (0.791)	-4.947* (2.986)	-3.397*** (1.286)
Occupation:				
Travail à temps plein	0.569 (0.647)	0.581 (0.719)	-5.847* (3.184)	3.070 (1.974)
Au chômage	1.498 (1.048)	1.733 (1.432)	-12.075** (4.836)	2.220 (1.903)
Étudiant	-0.930 (0.726)	-0.948 (0.817)	-9.989** (4.117)	2.189 (1.931)
À la maison	1.773** (0.829)	2.482** (1.047)		2.770 (2.591)
Langue maternelle:				
Anglophone	-0.601 (0.543)			
Allophone	1.255 (0.763)			
Immigrant	-0.424 (0.714)	-0.430 (0.804)	-4.312** (1.781)	-6.860*** (2.335)
Modèle de socialisation				
Identité	2.050*** (0.421)	2.178*** (0.510)	5.289** (2.150)	1.827*** (0.693)
Attachement au Québec	1.924** (0.841)	2.183** (1.052)	10.827 (10.856)	3.002* (1.558)
Attachement au Canada	-2.458*** (0.814)	-2.189** (0.947)	-1.661 (3.097)	-6.065*** (1.916)
Valeurs:				
Environnement	1.047 (0.869)	1.170 (1.000)	7.800* (4.567)	2.860* (1.523)
Liberté	0.383 (0.638)	0.434 (0.710)	0.828 (2.951)	0.710 (1.420)

Confiance en autrui	-0.258 (0.424)	-0.213 (0.472)	-1.935 (1.508)	0.148 (0.706)
Modèle des coûts-bénéfices				
Économie	1.769*** (0.302)	1.702*** (0.344)	5.164 (3.273)	2.456*** (0.496)
Langue française	3.076*** (0.809)	3.261 (0.942)	-0.406 (1.840)	2.973 (1.899)
Fédéralisme avantageux	-1.528* (0.894)	-1.741 (1.068)	-0.909 (3.430)	-0.903 (1.438)
Féd. protège les intérêts	-1.155* (0.670)	-0.793 (0.779)	-1.658 (7.580)	-4.692** (1.826)
Constante	-2.485 (1.760)	-3.382 (2.353)	-4.285 (10.756)	-2.051 (3.289)
<i>Pseudo R-carré</i>	0.632	0.610	0.850	0.630
<i>N</i>	806	345	232	221

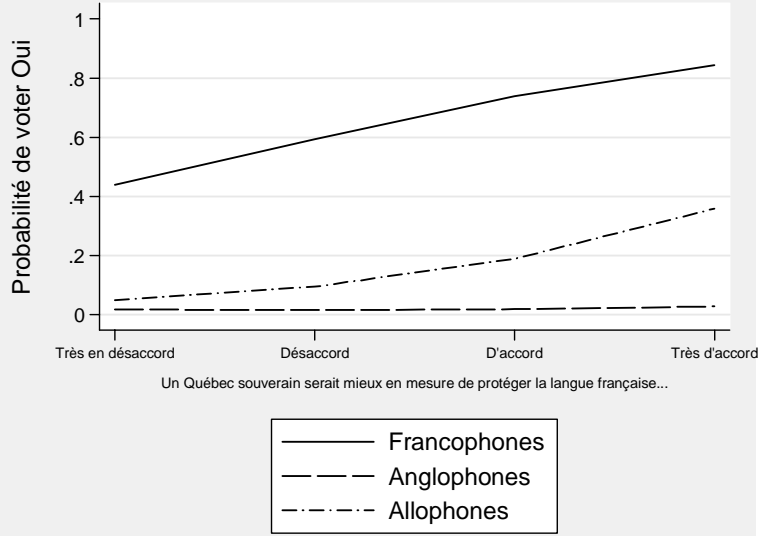
Note : Les chiffres du tableau sont des coefficients de régression logistique avec les erreurs-types entre parenthèses

*p < 0.10.; **p < 0.05; ***p < .01

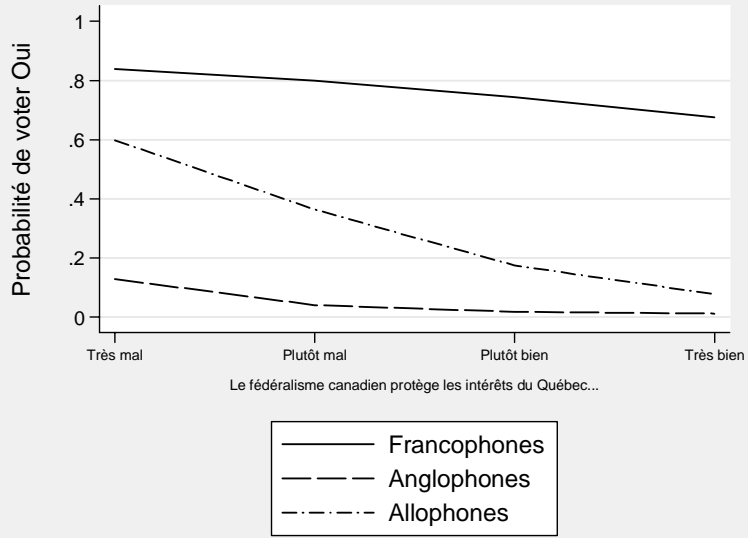
Graphique 1: Effets comparés de la variable d'identité sur l'appui à la souveraineté-partenariat



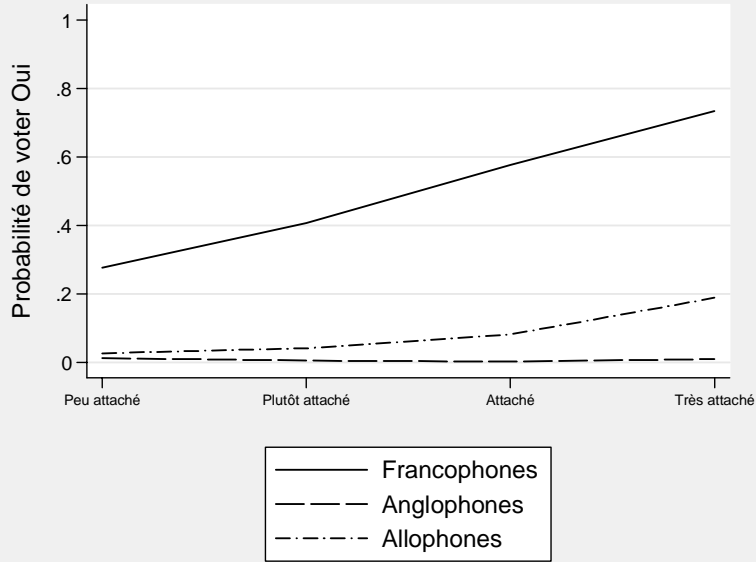
Graphique 2a: Effets comparés de la variable de protection de la langue française sur l'appui à la souveraineté-partenariat



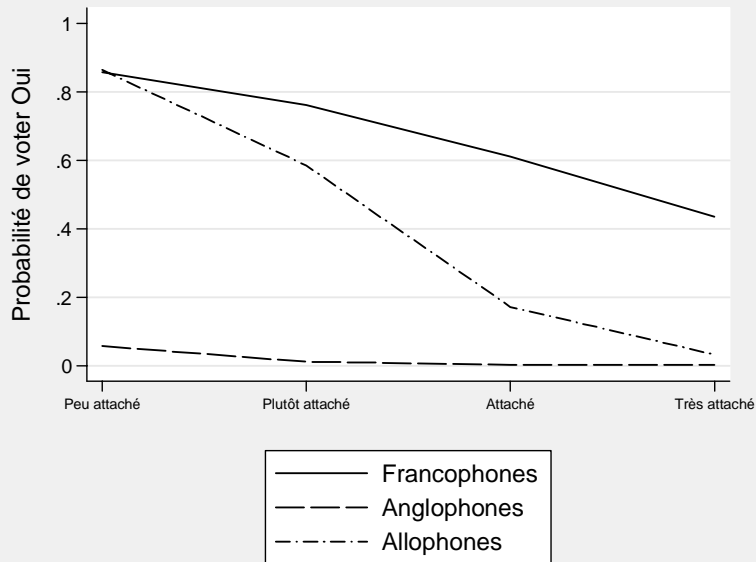
Graphique 2b: Effets comparés de la variable de protection des intérêts du Québec sur l'appui à la souveraineté-partenariat



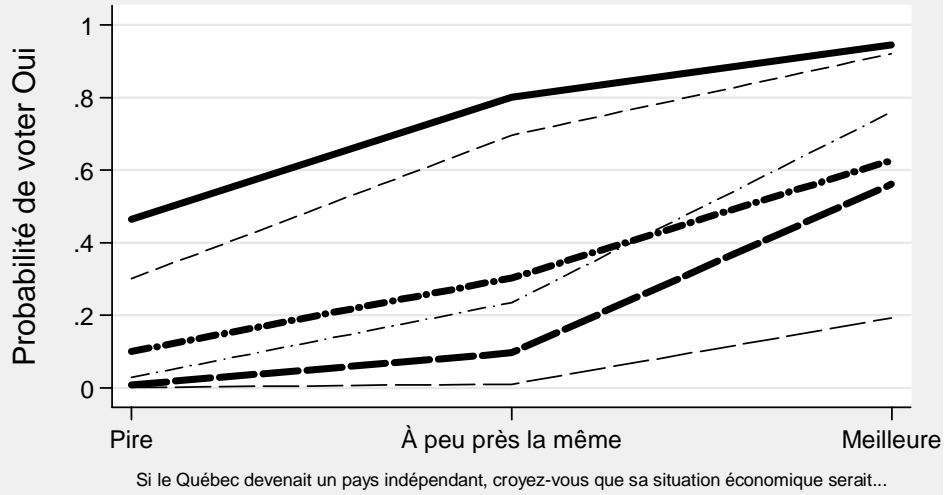
Graphique 3a: Effets comparés de la variable d'attachement au Québec sur l'appui au statut de pays



Graphique 3b: Effets comparés de la variable d'attachement au Canada sur l'appui au statut de pays



Graphique 4: Effets comparés de la variable d'économie sur l'appui à la souveraineté ou au statut de pays



Bibliographie

- Beaulieu, Isabelle (2003). « Le premier portrait des enfants de la loi 101. » Dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2004* (pp. 260-265). Montréal: Fides.
- Blais, André, Pierre Martin, et Richard Nadeau (1995). « Attentes économiques et linguistiques et appui à la souveraineté du Québec: une analyse prospective et comparative. » *Revue canadienne de science politique* 28: 637-657.
- Clarke, Harold D., Allan Kornberg, et Marianne C. Stewart (2004). « Referendum Voting as Political Choice: The Case of Quebec. » *British Journal of Political Science* 34: 345-355.
- Castles, Stephen, et Mark J. Miller (2003). *The Age of Migration* (3^e édition). New York: Guilford Press.
- Gagné, Gilles, et Simon Langlois (2002). *Les raisons fortes: nature et signification de l'appui à la souveraineté du Québec*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Gibson, Rachel Kay (2002). *The Growth of Anti-Immigrant Parties in Western Europe*. Lewiston: Edwin Mellen Press.
- Girard, Mario (2007). « Le « vote ethnique » se diversifie. » *La Presse* 19 mars: A5.
- Helly, Denise, et Nicolas van Schendel (2001). *Appartenir au Québec: citoyenneté, nation et société civile (enquête à Montréal, 1995)*. Ste-Foy: Presses de l'Université Laval.
- Howe, Paul (1998). « Rationality and Sovereignty Support in Quebec. » *Revue canadienne de science politique* 31: 31-59.
- Juteau, Danielle, et Marie McAndrew (1992). « Projet national, immigration et intégration dans un Québec souverain. » *Sociologie et sociétés* 24: 161-180.
- Koopmans, Ruud, Paul Statham, Marco Giugni, et Florence Passy (2005). *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe*. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Kymlicka, Will, et Wayne Norman (dir.) (2000). *Citizenship in Diverse Societies*. New York: Oxford University Press.
- Labelle, Micheline, et Daniel Salée (2001). « Immigrant and Minority Representations of Citizenship in Quebec. » Dans T. Alexander Aleinikoff et Douglas Klusmeyer (dir.), *Citizenship Today: Global Perspectives and Practices* (pp. 278-315). Washington, D.C.: Carnegie Endowment for International Peace.
- Lachapelle, Guy (1998). « Le comportement politique des Québécoises lors de la campagne référendaire de 1995: une application de la théorie du dépistage. » *Politique et sociétés* 17: 91-120
- Lavoie, Nathalie, et Pierre Serré (2002). « Du vote bloc au vote social: le cas des citoyens issus de l'immigration de Montréal, 1995-1996. » *Revue canadienne de science politique* 35: 49-74.

- Martin, Pierre, et Richard Nadeau (2002). « Understanding Opinion Formation on Quebec Sovereignty. » Dans Joanna Everitt et Brenda O'Neill (dir.), *Citizen Politics: Research and Theory in Canadian Political Behaviour* (pp. 142-158). Don Mills: Oxford University Press.
- Meintel, Deirdre (1993). « Transnationalité et transethnicité chez les jeunes issus de milieux immigrés à Montréal. » *Revue européenne des migrations internationales* 9 (3): 63-79.
- Meintel, Deirdre (2000). « Identity Issues Among Young Adults of Immigrant Background in Montreal. » *Horizontes Antropológicos* 6 (14): 13-38.
- Menard, Scott W. (2002). *Applied Logistic Regression Analysis*. Thousand Oaks: Sage.
- Mendelsohn, Matthew (2002). « Measuring National Identity and Patterns of Attachment: Quebec and Nationalist Mobilization. » *Nationalism and Ethnic Politics* 8: 72-94.
- Mendelsohn, Matthew (2003). « Rational Choice and Socio-Psychological Explanation for Opinion on Quebec Sovereignty. » *Revue canadienne de science politique* 36: 511-537.
- Nadeau, Richard, et Christopher J. Fleury (1995). « Gains linguistiques anticipés et appui à la souveraineté du Québec. » *Revue canadienne de science politique* 28: 35-50.
- Nadeau, Richard, Pierre Martin, et André Blais (1999). « Attitude Towards Risk-Taking and Individual Choice in the Quebec Referendum on Sovereignty. » *British Journal of Political Science* 29: 523-539.
- Norris, Pippa (2005). *Radical Right: Voters and Parties in the Electoral Market*. New York: Cambridge University Press.
- Parti Québécois (2005). *Un projet de pays*. Programme adopté lors du 15e congrès national du Parti Québécois, 3-5 juin 2005, Québec.
- Pharr, Susan J., et Robert D. Putnam (dir.) (2000). *Disaffected Democracies: What's Troubling the Trilateral Countries?* Princeton: Princeton University Press.
- Piché, Victor (2004). « Immigration et intégration linguistique: vers un indicateur de réceptivité sociale. » *Diversité urbaine* 4: 7-22.
- Pinard, Maurice (1997). « Les fluctuations du mouvement indépendantiste depuis 1980. » Dans Maurice Pinard, Robert Bernier et Vincent Lemieux (dir.), *Un combat inachevé* (pp. 69-99). Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Pinard, Maurice, et Richard Hamilton (1986). « Motivational Dimensions in the Quebec Independence Movement: A Test of a New Model. » *Research in Social Movements, Conflicts and Change* 9: 225-280
- Piroth, Scott (2004). « Generational Replacement, Value Shifts, and Support for a Sovereign Quebec. » *Quebec Studies* 37: 23-43.
- Tomz, Michael, Jason Wittenberg, et Gary King (2003). *Clarify: Software for Interpreting and Presenting Statistical Results (version 2.1)*. Téléchargeable en ligne à l'adresse <http://gking.harvard.edu>

Notes

¹ Étant donné que plus de 80% des non-francophones vivent dans la région métropolitaine de Montréal dont plus de 75% sur l'île de Montréal, la sélection de la majorité des anglophones et allophones a été effectuée dans les circonscriptions électorales fédérales de la région de Montréal où l'incidence des non-francophones est égale ou supérieure à 35%. L'échantillon des jeunes francophones a été tiré aléatoirement parmi les abonnés du téléphone de l'ensemble du Québec.

² Il faut souligner que les conclusions de Gagné et Langlois concernant l'effet de la variable de revenu vont à contre-courant des résultats de la plupart des autres études sur les déterminants de l'appui à la souveraineté du Québec. En effet, ces dernières démontrent habituellement que cet appui est plus fort chez les individus à plus faible revenu (e.g. Nadeau, Martin et Blais, 1999).

³ Mais cette approche considère aussi que la variable d'identité est importante dans le choix référendaire.

⁴ Une méthode alternative serait de ne pas faire d'analyses séparées pour chaque groupe mais plutôt de procéder à l'analyse sur l'échantillon complet tout en introduisant dans le modèle de régression des variables d'interaction entre chaque variable indépendante et les variables dichotomiques de langue maternelle (anglophones et allophones). Les résultats obtenus par cette méthode alternative ne sont pas significativement différents de ceux présentés dans l'article. Pour cette raison, et parce que la méthode retenue permet plus facilement de comparer les groupes tout en limitant la multicolinéarité dans le modèle, nous avons décidé de maintenir la séparation des groupes linguistiques.